

Les inconvénients de la mise de la profession comptable libérale sous administration publique

En Algérie, en vertu d'une loi organique nouvelle (loi 01-10 du 29 juin 2010), une profession libérale qui n'a été inventée que pour des besoins propres à l'économie de marché et que les pères fondateurs ont construite autour du principe intangible de l'indépendance vient d'être mise, non pas sous tutelle administrative, comme certains le pensent à tort, mais plutôt sous administration directe de l'autorité publique. En effet, au conseil de l'Ordre, composé de personnes indépendantes, s'est substitué le gouvernement, représenté par le ministère des Finances, en l'occurrence le Conseil national de la comptabilité que préside le ministre lui-même, assisté d'un fonctionnaire agissant en qualité de SG. La même loi a, par ailleurs, consacré la dislocation du métier en trois corps séparés, alors qu'il était attendu qu'elle l'unifie, à l'instar de ce qui s'est fait dans le reste du monde, la profession étant, techniquement, une et indivisible.

La mise de la profession comptable libérale sous administration publique est-elle, humainement et moralement, admissible ?

Voilà des hommes et des femmes qui ont fait le choix, dans la vie, d'être libres et d'exercer un métier qui offre de l'indépendance (un métier qui est connu pour être fondamentalement différent, dans sa démarche et dans ses objectifs, de celui de la Cour des comptes, de l'IGF et du fisc), que l'on a transformé, du jour au lendemain, contre leur gré, en de quasi-agents de l'Etat, au demeurant sans statut. En effet, contrairement au fonctionnaire dont le traitement est garanti par l'administration, la rémunération du professionnel va devenir encore plus aléatoire qu'elle ne l'a été avant, dans la mesure où désormais elle va être fonction de la plus ou moins bonne disposition du professionnel à jouer le jeu (accepter les termes du cahier des charges...). Sa liberté sera mise à rude épreuve dans la mesure où, en perdant son indépendance, il lui sera très difficile de gérer ses responsabilités, pénale et civile, qui restent engagées «en considération de la personne» ; quant à celle du fonctionnaire, elle sera couverte par l'administration. Le fonctionnaire aura la possibilité de gérer sa carrière, quant au professionnel, il n'aura pas cette possibilité. Le fonctionnaire a fait le choix d'exercer sous l'autorité et au service de l'administration ; alors que le professionnel a fait celui de la liberté et de l'indépendance, qu'il vient de perdre.

C'est là, une secousse de trop forte amplitude, il faut l'admettre, qu'est en train de subir le «pur humanisme» et, partant, l'équilibre naturel de la société en Algérie. La chose n'est, pour le moment, qu'à son début. L'on a vu des biens nationalisés, mais c'est la première fois dans l'histoire contemporaine que l'on entend des hommes râler en marmonnant, «maintenant, on nationalise les humains aussi». Pour comprendre ce qui se passe dans l'esprit du professionnel exerçant à titre libéral, il faut se rendre compte que, dans le métier, tout se traite en considération de la personne. L'expression latine «*intuitu personae*» restitue le sens dans toute sa plénitude ; d'où l'une des justifications du principe cardinal qui fonde le métier et qui veut indépendante et jouissant de son libre arbitre toute personne qui l'exerce. Touchez au principe et vous toucherez à l'être lui-même. Par ailleurs, nous ne devons pas, non plus, oublier que les hommes, c'est des natures. Le statut social, la personnalité, le caractère, le sens qu'un être a choisi de donner à sa vie et le rapport qu'il a choisi d'avoir à la liberté et à l'autorité revêtent, eux aussi, une importance capitale chez les humains. De tels choix l'on ne devrait même pas songer à les aliéner, parce que cela torturerait des âmes. Personne n'y peut rien, parce que c'est ainsi que l'espèce humaine a été pétrie au moment de la création. Les sages affirment que la nature reprend toujours ses droits. Il y a fort à parier, je souhaite me tromper, que l'avenir ne sera pas des plus paisibles. Si l'on admet que «le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes procède de la liberté de l'être humain à disposer de lui-même», l'on aboutit, naturellement, à considérer, en chœur avec tous les hommes, que la grandeur est dans une décision sage, humaine et juste qui rendra au genre humain ce qui lui appartient. Tout compte fait, s'il n'y a qu'un petit geste à faire pour que les choses aillent comme dans le meilleur des mondes, pour quoi ne pas le faire ? Le bon sens populaire, ne veut-il plus que le bon gouvernement soit celui qui fait le bonheur de son peuple ?

La mise de la profession comptable libérale sous administration publique, est-elle, professionnellement, admissible ?

Le professionnel, tel que le veulent les normes du métier, notamment le commissaire aux comptes, a pour vocation de surveiller et de prévenir le risque social (la faillite), dans le but d'en éloigner l'établissement contrôlé. Ses contrôles s'exercent en exécution de diligences obligatoires, très précises et codifiées, parce qu'elles sont censées servir l'«intérêt public». Il a pour responsabilité, en tant que dépositaire de la loi, du fait de sa qualité d'organe de contrôle légal de la société commerciale, de préserver les intérêts du large public qui y sont impliqués. Par contre, il lui est interdit de se livrer à une recherche systématique de la fraude ou de s'immiscer dans la gestion, dont il doit se limiter à juger la régularité. Ses contrôles, à la différence de ceux qu'effectuent les organes de contrôle de l'Etat, s'exercent d'une manière permanente.

Qu'est-ce à dire, sinon que la profession comptable libérale se situe trop loin des démarches et des objectifs des autres organes de contrôle qui sont au service exclusif de l'Etat. **Le fait est que cette profession a été trouvée pour répondre à un besoin tout à fait différent, qui est spécifique à l'économie de marché, en général, et à la société com-**

merciale en particulier. En somme, ce qu'il y a à retenir c'est que **«nous sommes des protecteurs d'intérêts, la recherche de la fraude n'est pas notre vocation».** Par large public, il faut entendre les actionnaires (majoritaires et minoritaire), les salariés, les clients, les fournisseurs, les banques, les assurances, l'administration fiscale, la sécurité sociale, etc. C'est dire que l'Etat fait partie de ce large public, mais n'est pas tout le public, et par conséquent, le professionnel libéral, comptable ou commissaire aux comptes, n'a pas été trouvé exclusivement pour représenter et défendre les intérêts d'une seule partie, à savoir l'Etat, au détriment de ceux de toutes les autres parties, loin s'en faut.

Il a, en fait, vocation à défendre, aussi, et d'égale manière, les autres intérêts, qui, eux, sont privés et peuvent être en contradiction, voire en conflit avec ceux de l'Etat.

La profession comptable libérale avait été inventée et réglementée pour, justement, servir d'instrument d'établissement et de surveillance des comptes des sociétés pour le compte des profanes en comptabilité, en finance ou en gestion et pour celui de ceux qui sont loin de la gestion de la société, parce qu'ils n'y sont pas impliqués, alors que leurs intérêts y sont engagés.

Les principes de transparence et d'équité, dans le traitement des intérêts engagés dans les établissements à caractère commercial, ont voulu que le professionnel comptable ou commissaire aux comptes soit totalement indépendant et à l'abri de tout lien de subordination, par rapport à quiconque, y compris l'administration, et ne serve aucun intérêt autre que celui de la loi devant laquelle tous les intérêts doivent rester égaux. Pour ce faire, le professionnel doit offrir des garanties suffisantes de probité morale, de compétence et d'indépendance, à savoir ne souffrir aucune incompatibilité légale (appelée aussi conflit d'intérêts) ; ne pas avoir d'antécédents judiciaires ; prêter serment ; respecter l'obligation de diligences, qui est appelée aussi obligation de moyens (il est regrettable de constater que la nouvelle loi organique de la profession comptable parle de l'obligation de moyens et de l'obligation de diligences, comme de deux concepts différents) ; justifier d'une formation continue d'au moins 40 heures par an ; se soumettre au contrôle de qualité de l'autorité dont il ressort, à savoir le conseil de l'Ordre (elle-même indépendante) ; se plier aux règles d'éthique professionnelle ; sa responsabilité pénale et civile peut être engagée et il est tenu de communiquer au procureur de la République les faits délictueux qu'il constate.

Etant donné la nature de ses contrôles et de ses responsabilités, soumettre le professionnel libéral à l'autorité de l'Etat, pensant rajouter à sa crédibilité, équivalait, du point de vue des normes d'audit qui sont les siennes, du système comptable et financier, lui-même, et du droit des sociétés commerciales, à lui soustraire, purement et simplement, son indépendance de jugement, ce qui fait perdre au contrôle légal qu'il est censé exercer toute sa pertinence et rend, de facto, non crédible la certification qu'il donne. Où sont donc, dans ce qui est en train de se produire, les principes qui fondent l'économie de marché et le droit des sociétés ? Je pense qu'à vouloir trop en faire, nous ne ferons que provoquer un «effet boomerang».

Un acte qui sape les fondements du métier comptable libéral et qui déroge au droit des sociétés éloigne la profession comptable des audits pointus et met en péril les sociétés commerciales ?

Il est de notoriété publique que depuis l'instauration du commissariat aux comptes en Algérie, les malversations qui se traduisaient par de vulgaires détournements d'actifs ne se pratiquent presque plus dans les sociétés commerciales. Particulièrement depuis l'avènement de la globalisation, le monde s'est révélé sur des actes indélébiles de plus en plus intelligents qui mettent en jeu des sommes faramineuses, souvent en devises étrangères. Ils touchent particulièrement certains aspects de la gestion et certains comptes de la firme, et font appel à des connaissances très pointues en matière de droit des affaires et de haute finance. Ils peuvent mettre en péril des intérêts divers (publics ou privés ; nationaux ou étrangers).

La détection de tels actes requiert des compétences très particulières et relève de diligences qui sont, justement, celles du commissaire aux comptes. La nouvelle loi organique de la profession comptable algérienne va faire reculer le commissaire aux comptes, par rapport à ces contrôles-là, et le ramener vers des contrôles classiques, sans signification réelle dans les grandes firmes et qui sont dépassés par les événements. Quant à l'économie de marché, elle va, tout simplement, perdre son âme sans son serviteur et **garde-fou permanent** qu'est la profession comptable libérale.

Il existe une dichotomie évidente entre les fondements philosophiques des deux nouvelles lois relatives à la profession comptable algérienne. Ce fait ne pose-t-il pas un problème de cohérence globale pour l'économie ?

L'analyse des fondements philosophiques des deux lois relatives à la profession comptable (loi portant SCF et loi organique) révèle que chacune d'entre elles repose sur une idéologie diamétralement opposée à celle de l'autre. Loin de tout dogmatisme, il apparaît évident que le Système comptable et financier algérien (SCF) s'inspire, comme le révèle son cadre conceptuel, d'une philosophie qui rappelle les fondements de la pensée néo-classique. Un courant de la pensée économique qui constitue le laboratoire, par excellence, du libéralisme dans ce qu'il a de pur. Le principe fondateur de cette pensée est le «laisser-aller, laisser-faire» et son concept de base renvoie à une définition de la valeur, toute chose étant égale par ailleurs, qui veut que la valeur de la chose soit dans son utilité. Quels que soient les reproches que l'on peut faire à cette idéologie, notamment l'usage abusif des mathématiques (la manipulation du théorème d'Euler...), la non-immixtion de l'Etat, qu'elle ne veut que définitivement récalcitrant, etc., il reste indéniable que les normes comptables internationales qui s'en inspirent et les normes d'audit qui en découlent ont cours dans le monde entier et personne ne peut y renoncer sans tomber, de facto, en marge du système économique mondial. Ceci pour dire que le vingtième siècle est bien derrière nous et que la controverse, au sujet du bien-fondé de l'option pour les normes IAS/IFRS ne sert plus à rien, parce que le SCF est déjà là et il n'existe d'autre alternative que celle d'en faire une réussite.

Quant à la nouvelle loi organique relative aux professions d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé, elle nous rappelle une idéologie qui prônait une certaine forme de dirigisme et dont les tenants ont commencé par faire l'apologie de la dictature du prolétariat, qu'ils ont fini, chemin faisant, par laisser tomber (c'est du moins ce que Jaurès, Bernstein et les autres nous ont laissé entendre), pour retourner au marché, parce que, tout simplement, seul le marché est à même de garantir un financement durable de la justice sociale. Depuis, personne ne sait plus ce qu'il est advenu de cette aventure humaine, qui est partie, un jour, d'une vue de l'esprit, que certains appellent, à tort ou à raison, «le socialisme scientifique».

Ma crainte est que cette très sensible profession (tellement précieuse pour l'économie de marché) ne devienne le champ d'expérimentation d'un nouveau type de guerre froide, celle des textes. Le fait est inquiétant. Je pense que si la barre n'est pas redressée, la dichotomie qui existe entre les deux textes, fera que, dans la pratique, la gouvernance d'entreprise sera dévoyée et l'économie offrira d'elle-même l'image d'un bateau en perdition. En effet, la deuxième loi, c'est-à-dire la loi organique, semble être construite selon une logique ⁽¹⁾ qui, fatalement, va neutraliser l'efficacité de la première (le SCF), qui, rappelons-le, vise l'établissement de comptes réguliers, sincères et reflétant une image fidèle de la réalité économique de l'entreprise. Dans le principe, la loi organique, dans notre métier, n'est censée exister que pour garantir une application régulière et efficace du système comptable et financier en place, en l'occurrence, le SCF. Pour ce faire, elle édicte les principes et les règles de fonctionnement du métier, qui renvoient, obligatoirement, pour des raisons d'harmonie et de synergie, à un système de normes de mêmes fondements que le système qu'elle est censée servir, à savoir, le SCF.

Par conséquent, si la loi organique déroge, comme c'est notre cas présentement, à la logique que je viens de décrire, non seulement elle ne jouera pas son rôle, mais elle ira jusqu'à empêcher une mise en œuvre régulière et efficace du SCF. Une telle situation, se traduira par, d'une part, un contrôle des comptes dont les règles de fonctionnement et les objectifs divergeront de ce que le SCF attend et, d'autre part, des comptes qui ne seront ni réguliers, ni sincères, ni traduisant une image fidèle de la réalité économique de la société commerciale.

Il en découlera une fragilisation de la protection juridique et financière des entreprises. Nous sommes sans nul doute en présence d'une loi organique qui remet en cause tous les fondements du métier et qui, en définitive, ne fera que nuire à l'efficacité de la loi portant SCF. Selon toute vraisemblance, la deuxième loi va agir comme un virus qui va neutraliser les effets bénéfiques attendus de la première (SCF) et la faire dégénérer, dans son application (la formation insuffisante des comptables des entreprises, sur le SCF aidant), pour que cette dernière se transforme, à son tour, en un instrument qui participera à jeter l'économie dans le tourbillon. Le processus est déjà lancé. Il y a là, je pense, un intérêt national à faire quelque chose et à le faire très vite. Par ailleurs, pour être honnête, professionnellement parlant, si l'on fait abstraction des quelques correctifs et mises à jour nécessaires, la loi portant SCF est, dans l'absolu, globalement viable. Economiquement parlant, elle est incontournable si notre but est de rester dans notre siècle. Cependant, il aurait fallu ne pas mettre, officiellement, en application le SCF sans avoir, au préalable, mis au point un programme pour son application progressive dans l'espace et dans le temps, et



Par Fouad Boucetta*

avant de s'être assuré que les entreprises justifiaient d'une maîtrise rassurante du système. Cet avertissement je le lance, sans cesse depuis 2007, sans trouver d'oreilles attentives. Elle va connaître des difficultés majeures dans son application (c'est déjà le cas), parce que dans sa mise en œuvre, elle n'a été ni planifiée ni suivie, selon les normes qui sont les siennes. Cependant, à l'inverse de certains imminents analystes, je n'ai pas jusqu'à déclarer que ce sont les promoteurs de la loi organique qui se sont chargés de la mise en œuvre du SCF et en ont fait un fiasco. En effet, ce serait trop si le hasard a pu arranger les choses par deux fois. Toujours est-il qu'il n'est jamais trop tard pour bien faire.

D'autres en sont encore à préconiser d'attendre une année, comme l'exigent les procédures au Parlement, pour demander le retrait de la loi. N'avions-nous pas été suffisamment éloquents ? Pourtant, l'année se reconnaît à son automne. Un jour, un homme politique européen connu disait «l'homme africain n'est pas encore entré dans l'histoire». Comme l'histoire contemporaine du continent, telle que la connaissent les Africains eux-mêmes, en dit long sur les responsabilités des uns et des autres, je n'ai pas pu, sur le moment, refouler le ressentiment (légitime) qui m'avait alors envahi. Ceci dit, j'avoue, avec tout le respect que je dois à tous les Africains qui font l'histoire et qui sont nombreux, qu'il m'arrive, dans mes moments d'«élucubration», de me demander s'il en a jamais eu envie. Au Maghreb, ce qui se dit de l'homme africain peut s'entendre pour l'homme arabe. Oui, il ne sert à rien de marteler que c'est les Arabes qui ont inventé la montre et que c'est eux qui l'on faite découvrir à Charlemagne. Qu'en ont-ils fait depuis ? Les Européens ont toujours la montre et ils y tiennent plus que jamais. Est-ce que les Africains auront toujours le temps ? Là est la question. Pardon pour la digression. L'Homme peut être apolitique mais il ne pense pas moins.

F. B.

(1) a - La loi prévoit que la profession comptable, qui est censée être libérale et fondée sur la notion d'indépendance, soit mise sous administration publique directe, ce qui la met sous l'autorité d'une seule des parties dont elle est censée défendre les intérêts.

b - Elle prévoit que la présence du commissaire aux comptes aux assemblées générales soit limitée à celles où ce dernier est tenu de présenter un rapport, ce faisant, elle empêche cet organe de la société commerciale, qui y est le dépositaire de la loi, de s'assurer, dans l'intérêt du large public, du déroulement régulier des délibérations des assemblées générales.

c - Elle prévoit l'introduction du cahier des charges dans un mandat de contrôle légal, alors que le principe même du contrôle légal exclut le cahier des charges, dont l'existence déroge au principe de la non-immixtion dans le contrôle et met en péril les intérêts minoritaires et ceux non représentés au sein des organes de la société commerciale.

d - Quand elle prévoit qu'au bout de deux refus de certification successifs des comptes, le commissaire aux comptes fasse une communication au procureur de la République et voit son mandat, de facto, non renouvelé ; au-delà du fait qu'elle ne va que faire peser sur l'organe de contrôle une menace permanente, qui peut ébranler son indépendance, la loi crée une confusion inadmissible du point de vue des normes de la profession entre, d'une part, la notion de «certification», qui renvoie à une certaine appréciation qu'a le professionnel de la signification des actes et/ou des chiffres concernés par ses réserves, sans considération pour l'existence ou pas d'un délit, et, d'autre part, celle de «délit», en l'absence de laquelle le procureur de la République ne peut être saisi, alors que, dans le principe, il n'existe aucun lien direct, de cause à effet, entre les deux notions.

* Expert international en ingénierie financière - Paris (inscrit en 1998).

Commissaire aux comptes - Alger (inscrit en 1992).
Président honoraire de l'Ordre - Algérie,
ancien président du conseil national de l'Ordre - Algérie.

Ancien président de l'Union maghrébine des experts-comptables (Union des ordres des experts-comptables, des pays du Maghreb arabe).
Fondateur et membre du conseil constitutif de l'Union générale arabe (Union des organisations arabes des experts-comptables - sous l'égide de la Ligue des Etats arabes).